

33/175. Protection des droits de l'homme au Chili

L'Assemblée générale.

Soulignant son engagement de promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁹⁶,

Rappelant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁹⁷, tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne et a le droit de ne pas être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, ni soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qu'elle a adoptée à l'unanimité par sa résolution 3452 (XXX) du 9 décembre 1975,

Réaffirmant une fois de plus sa condamnation de toutes les formes de torture et de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant sa résolution 32/118 du 16 décembre 1977, dans laquelle elle a réaffirmé sa profonde indignation, ainsi que ses résolutions 3219 (XXIX) du 6 novembre 1974, 3448 (XXX) du 9 décembre 1975 et 31/124 du 16 décembre 1976, relatives aux droits de l'homme au Chili,

Ayant présentes à l'esprit la résolution 8 (XXXI) de la Commission des droits de l'homme, en date du 27 février 1975⁹⁸, portant création du Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation au Chili en ce qui concerne les droits de l'homme, et les résolutions 3 (XXXII)⁹⁹, 9 (XXXIII)¹⁰⁰ et 12 (XXXIV)¹⁰¹ de la Commission, en date des 19 février 1976, 9 mars 1977 et 6 mars 1978, prorogeant le mandat du Groupe de travail spécial,

Notant avec satisfaction les mesures prises par la Commission des droits de l'homme et par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pour mettre en œuvre les résolutions 31/124 et 32/118 de l'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport établi par le Rapporteur spécial chargé par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'étudier les conséquences pour les droits de l'homme au Chili des diverses formes d'assistance fournie aux autorités chiliennes¹⁰²,

Prenant note du rôle important que les organisations régionales s'occupant des droits de l'homme peuvent jouer dans les situations où sont violés les droits de l'homme,

Prenant note avec satisfaction du fait qu'en juillet 1978 des membres du Groupe de travail spécial ont pu, pour la

première fois, se rendre au Chili en application de leur mandat, ce qui représente pour l'Organisation des Nations Unies une expérience précieuse lorsqu'il s'agit de violations constantes et flagrantes des droits de l'homme,

Ayant examiné les rapports du Groupe de travail spécial¹⁰³ et du Secrétaire général¹⁰⁴ présentés au titre de ce point, ainsi que les observations et documents soumis par les autorités chiliennes¹⁰⁵,

Notant que le Groupe de travail spécial déclare qu'il a été sensible à la coopération que lui ont accordée les autorités chiliennes,

Notant également que le rapport du Groupe de travail spécial confirme la teneur de ses rapports antérieurs,

Tenant compte des conclusions du Groupe de travail spécial selon lesquelles la situation actuelle au Chili en ce qui concerne les droits de l'homme s'est améliorée par rapport aux années précédentes, dans la mesure où les cas de torture et de mauvais traitement ainsi que le nombre d'arrestations pour raisons politiques sont moins nombreux, où les prisonniers politiques ne sont plus détenus en grand nombre, où aucun cas de personnes disparues en 1978 n'a été confirmé et où la presse semble autorisée à exprimer des opinions d'une plus grande diversité, tous faits nouveaux essentiellement imputables aux efforts du peuple chilien et de la communauté internationale,

Gravement préoccupée par les conclusions du Groupe de travail spécial selon lesquelles continuent, néanmoins, de se produire des violations, souvent de nature grave, des droits de l'homme consacrés dans :

a) Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et qui se manifestent notamment par des mauvais traitements et des tortures, des arrestations et des détentions pour raisons politiques, le refus d'accorder à des Chiliens le droit de rentrer et de vivre dans leur pays, l'interdiction des partis politiques rendue possible par la restriction de la liberté d'expression et le manque de moyens de droit efficaces,

b) Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels¹⁰⁶ et qui se manifestent notamment par la non-reconnaissance du droit à la négociation collective et du droit de grève,

Préoccupée en outre par la récente dissolution d'organisations de travailleurs, l'arrestation et la persécution de dirigeants de ces organisations et de syndicalistes et des atteintes aux droits acquis des travailleurs,

Particulièrement préoccupée également par le fait qu'aucun progrès n'a été réalisé en vue de faire la lumière sur ce qu'il est advenu des personnes disparues ou portées disparues malgré les appels lancés par l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme, le Secrétaire général, des organismes privés et des citoyens chiliens,

Concluant donc que la situation au Chili en ce qui concerne les droits de l'homme est telle qu'il est légitime que la communauté internationale continue de s'en préoccuper et d'agir et que la Commission des droits de l'homme lui accorde une attention particulière,

1. *Exprime son indignation persistante* face aux violations des droits de l'homme, souvent de nature grave, qui

⁹⁶ Résolution 217 A (III).

⁹⁷ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

⁹⁸ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-huitième session, Supplément n° 4 (E/5635), chap. XXIII, sect. A.

⁹⁹ Ibid., soixantième session, Supplément n° 3 (E/5768), chap. XX, sect. A.

¹⁰⁰ Ibid., soixante-deuxième session, Supplément n° 6 (E/5927), chap. XXI, sect. A.

¹⁰¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1978, Supplément n° 4 (E/1978/34), chap. XXVI, sect. A.

¹⁰² E/CN.4/Sub.2/412 (vol. I à IV) et Corr. 1.

¹⁰³ A/33/331.

¹⁰⁴ A/33/293.

¹⁰⁵ A/C.3/33/7.

¹⁰⁶ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

continuent d'avoir lieu au Chili, comme l'a établi de façon convaincante le rapport du Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation au Chili en ce qui concerne les droits de l'homme;

2. *Se déclare également* particulièrement préoccupée et consternée par le fait que les autorités chiliennes refusent d'accepter la responsabilité ou de rendre compte du nombre élevé de personnes qui auraient disparu pour des raisons politiques, ou d'entreprendre les recherches voulues au sujet des cas portés à leur attention;

3. *Demande une fois de plus* aux autorités chiliennes de rétablir et de sauvegarder sans délai les droits de l'homme fondamentaux et les libertés fondamentales et de respecter pleinement les dispositions des instruments internationaux pertinents auxquels le Chili est partie, y compris le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et de tenir compte de l'inquiétude manifestée par la communauté internationale;

4. *Demande instamment* aux autorités chiliennes de prendre en particulier les dispositions suivantes :

a) Mettre fin à l'état d'urgence, en vertu duquel des violations constantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont permises;

b) Rétablir les institutions démocratiques et les garanties constitutionnelles dont le peuple chilien jouissait auparavant;

c) Faire en sorte qu'il soit immédiatement mis fin à la torture et aux autres formes de traitements inhumains ou dégradants et poursuivre et punir les responsables de ces pratiques;

d) Prendre des mesures urgentes et efficaces pour répondre à la profonde préoccupation de la communauté internationale au sujet du sort des personnes qui auraient disparu pour des raisons politiques et, en particulier, enquêter et faire la lumière sur le sort de ces personnes;

e) Mettre fin aux arrestations et aux détentions arbitraires et libérer immédiatement ceux qui sont emprisonnés pour des raisons politiques;

f) Rétablir complètement le droit d'*habeas corpus*;

g) Restituer la nationalité chilienne à ceux qui en ont été déchus pour des raisons politiques;

h) Permettre à ceux qui ont été forcés de quitter le pays pour des raisons politiques de retourner dans leurs foyers et prendre les mesures appropriées pour faciliter leur réinstallation;

i) Supprimer les restrictions aux activités politiques et rétablir la pleine jouissance de la liberté d'association;

j) Garantir les normes pour la protection du travail énoncées dans les instruments internationaux et rétablir complètement les droits syndicaux antérieurement reconnus;

k) Garantir pleinement la liberté d'expression;

l) Assurer la sauvegarde des droits de l'homme des Indiens Mapuche et des autres minorités autochtones, compte tenu de leurs caractéristiques culturelles propres;

5. *Exprime ses remerciements* au Rapporteur spécial pour son rapport sur les conséquences pour les droits de l'homme au Chili des diverses formes d'assistance fournie aux autorités chiliennes¹⁰²;

6. *Félicite* le Président et les autres membres du Groupe de travail spécial pour leur rapport détaillé et objectif;

7. *Prie* la Commission des droits de l'homme de continuer à suivre de près la situation au Chili et à cette fin :

a) De nommer, en consultation avec le Président du Groupe de travail spécial, parmi les membres du Groupe tel qu'il est actuellement constitué, un Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation au Chili en ce qui concerne les droits de l'homme, qui ferait rapport à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée générale, et de formuler le mandat de ce rapporteur spécial en se fondant sur la résolution 8 (XXXI) de la Commission, par laquelle celle-ci a établi le mandat du Groupe de travail spécial;

b) D'examiner à sa trente-cinquième session les moyens les plus efficaces pour faire la lumière sur le sort des personnes disparues ou portées disparues au Chili ainsi que sur le lieu où elles se trouvent, compte tenu des vues exprimées à ce sujet par le Groupe de travail spécial dans son rapport;

8. *Demande instamment* aux autorités chiliennes de coopérer avec le Rapporteur spécial;

9. *Prie* la Commission des droits de l'homme de présenter à l'Assemblée générale lors de sa trente-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport intérimaire sur les mesures prises en application de la présente résolution.

90^e séance plénière
20 décembre 1978

33/176. Importance de l'expérience du Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation au Chili en ce qui concerne les droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Ayant présentes à l'esprit la résolution 8 (XXXI) de la Commission des droits de l'homme, en date du 27 février 1975¹⁰⁷, portant création du Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation au Chili en ce qui concerne les droits de l'homme, et les résolutions 3 (XXXII)¹⁰⁸, 9 (XXXIII)¹⁰⁹ et 12 (XXXIV)¹¹⁰ de la Commission, en date des 19 février 1976, 9 mars 1977 et 6 mars 1978, prorogeant le mandat du Groupe de travail spécial,

Se félicitant du fait que le Groupe de travail spécial ait finalement pu se rendre au Chili et effectuer sur place une enquête sur la situation des droits de l'homme dans ce pays en application de son mandat,

Consciente de l'importance de cette expérience dans le cadre de l'action de l'Organisation des Nations Unies lorsqu'il s'agit d'un ensemble persistant de violations graves des droits de l'homme.

¹⁰⁷ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-huitième session, Supplément n° 4* (E/5635), chap. XXIII, sect. A.

¹⁰⁸ *Ibid.*, soixantième session, Supplément n° 3 (E/5768), chap. XX, sect. A.

¹⁰⁹ *Ibid.*, soixante-deuxième session, Supplément n° 6 (E/5927), chap. XXI, sect. A.

¹¹⁰ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1978, Supplément n° 4* (E/1978/34), chap. XXVI, sect. A.